

Jean-Michel Cornu, *Nouvelles technologies, nouvelles pensées ? La convergence des NBIC*. Limoges, Éd. Fyp, coll. Prospectiv, 2008, 340 p.

Que dire et comprendre des NBIC sans en avoir une perception spécialisée ? En tant que simple citoyen ou individu non initié, comment prendre part aux différentes problématiques d'envergure qu'imposent les NBIC ? Mais surtout, plus essentiellement, qu'entend-on sous l'appellation abrégée NBIC ? C'est à travers ces interrogations que le livre prend tout son sens, puisqu'il a pour objectif de vulgariser le champ de recherche spécifique aux « nanotechnologies, biotechnologie, information et cognition » (NBIC), globalement méconnu et lointain du grand public. Dans cet indispensable ouvrage, Jean-Michel Cornu tente de donner les clés élémentaires de compréhension sur la complexité et l'enchevêtrement des concepts des domaines convoqués. Formulant de nombreuses interrogations, il examine chaque notion point par point et très pédagogiquement. C'est ainsi, avec un texte à la portée de tous, que l'auteur aide à mieux comprendre et cerner la situation de la recherche actuelle, détachée des discours confinés entre experts. C'est d'ailleurs l'objectif initial de cet écrit : « Donner au plus grand nombre d'entre nous une capacité d'interrogation pour faciliter les échanges et les débats entre les différents acteurs de la société » (p. 13).

Traitant successivement et séparément des nanotechnologies (pp. 19-62), des biotechnologies (pp. 63-136), des technologies de l'information et de la communication (pp. 137-216), des sciences cognitives (pp. 217-294), il propose à chaque fin de chapitre une mise au point conclusive. Ouvrant habilement le débat, ces mini-condensés s'avèrent indispensables à conforter clairement et efficacement les positions les plus générales, avant d'examiner en profondeur la thématique suivante. D'un point de vue méthodologique, il apparaîtra aussi de manière répétée, l'exigence qu'a l'auteur d'exprimer la teneur des enjeux dans une dimension à la fois éthique et prospective. C'est ainsi que l'on retrouvera systématiquement une partie qui tente d'évaluer ponctuellement les risques et dérives sous la forme d'états des lieux communs : « Le risque sanitaire » (pp. 47, 117, 204, 269) ; « Le risque pour les libertés individuelles » (pp. 49, 118, 206, 269) ; « Le risque de voir dériver l'usage des technologies » (pp. 49,

118, 207, 271) ; « Le risque de déconnexion » (pp. 50, 119, 207, 272) ; « Le déséquilibre entre la rentabilité et la gestion des risques » (pp. 51, 120, 208, 272) ; « La difficulté à travailler de façon pluridisciplinaire » (pp. 51, 121, 208, 273). Comme l'explique l'auteur, cette délimitation commune aux NBIC découle de l'examen minutieux de nombreuses synthèses de recommandation des rapports officiels. Ainsi dégagée, non pas par sa seule volonté, mais par la convergence marquée des différentes constatations, il démontre l'inquiétude grandissante face aux innovations des NBIC. Les risques ainsi recensés ont été formulés par le croisement de larges enquêtes auprès de citoyens, d'organismes scientifiques, de collectivités et d'industriels, témoignant de l'importance du questionnement et de la justesse des propos employés. De cette finesse d'analyse, ressortent l'esquisse d'un potentiel déclin de l'éthique au profit de l'innovation, et l'insuffisance croissante de transparence entre ceux qui font les choix scientifiques et techniques et une société de plus en plus sensible à son devenir.

Les conditions préalables de l'émergence des approches et les enjeux sociaux et économiques y sont ainsi examinées en proposant un captivant panorama des innovations qui s'inséreront peut-être prochainement dans nos existences. De là, qu'il s'agisse de la plus insignifiante ou de la plus spectaculaire des inventions explicitée, le sentiment d'être guidé objectivement est conforté par la profusion de liens permettant d'approfondir chaque point. En ce sens, l'utilisation constante d'encadrés codifiés, « notions de base », « pour en savoir plus », « exemples », « à retenir », ou encore celle très judicieuse des diagrammes, par leur efficacité didactique et leur simplicité, offrent au lecteur une sorte de manuel d'apprentissage nécessaire à la compréhension des enjeux.

Mais il serait bien ambitieux par ces quelques lignes de vouloir résumer le riche contenu de l'ouvrage qui, en lui-même et au regard de la complexité des sujets, ne se limite pourtant qu'à l'essentiel dans son exercice de vulgarisation réussi. Nous retiendrons néanmoins comme primordiale l'importance à laquelle Jean-Michel Cornu s'attache pour plaider en faveur d'une plus grande possibilité de dialogue, et l'établissement d'une approche réellement interdisciplinaire, qui permettrait de gommer les éventuels conflits d'intérêts : « La question est de savoir comment aborder ces débats et quels choix faire pour notre société, non seulement pour

prendre en compte les risques mais également pour saisir les opportunités apportées par les technologies » (p. 308).

S'il fallait trouver des défauts, on regrettera l'absence d'une réflexion conclusive plus consistante (pp. 317-319). Se limitant à quelques pages fort intéressantes, celle-ci semble minime en comparaison de la consistance du corpus principal. Cette impression est sans doute appuyée par l'habitude de déléguer à cette partie une reprise concise des idées principales dans une mise en perspective. Tel n'est pas le cas ici, comme pour le reste de l'ouvrage où l'auteur, on l'aura compris, se démarque volontairement des procédés « classiques » de mise en forme au service de la compréhension. De ce fait, cette brièveté préméditée permet certes d'ouvrir à d'autres approfondissements ultérieurs, mais positionne justement le discours dans une dimension « d'actualité bouillonnante », en mouvement permanent. Elle a ainsi le mérite de ne pas clore la réflexion sur des positions figées dans un domaine où elle ne sera qu'une succession de remises en question.

Enfin, on retiendra la citation d'Arthur C. Clarke, auteur de science-fiction, qui avec des mots qui pourraient résumer à eux seuls la volonté prospective de cette approche, dresse une image qui collerait parfaitement à celle de la condition de la recherche en *NBC*, « la seule façon de découvrir les limites du possible, c'est de s'aventurer un peu au-delà dans l'impossible ». S'y associent ceux de l'auteur pour qui la dimension éthique reste profondément inéluctable : « Tout ce qui est imaginé, n'est pas aujourd'hui réalisable, bien sûr, mais suffisamment de choses le deviennent pour qu'il soit urgent de discuter du monde que nous désirons » (p. 317).

Gilles Boenisch

CREM, université Paul Verlaine-Metz
gilles.boenisch@gmail.com

Ahmed DAHMANI, José DO-NASCIMENTO, Jean-Michel LEDJOU, Jean-Jacques GABAS, dirs, *La démocratie à l'épreuve de la société numérique*. Paris, Éd. Gemdev/ Éd. Karthala, coll. Hommes et sociétés, 2007, 375 p.

Cet ouvrage collectif, issu de travaux sur les enjeux de la société de l'information, conduits par le Centre de recherche Analyse des

mutations économiques, des technologies de l'information et des sociétés/Collège d'études interdisciplinaires (AMETIS/CE) de l'université Paris-Sud 11, s'inscrit dans la continuité de l'ouvrage dirigé par Jean-Jacques Gabas et publié aux éditions Karthala en 2005, sous le titre *Société numérique et développement en Afrique. Usages et politiques publiques*. Il comprend trois sections d'importance inégale : « La société numérique et les exigences de la démocratie » (pp. 11-137) ; « La société numérique au service de la Démocratie » (pp. 139-338) ; « La société numérique et les menaces contre la démocratie » (pp. 339-368).

En préambule, Éric Georges, professeur de communication à l'université du Québec, analyse la « société de l'information » (p. 6) au prisme d'une approche fondée sur l'économie politique, intégrant par ailleurs les hypothèses de Dominique Carré, Vincent Mosco et Érik Neveu qui s'emploient à montrer « la face économique (le plus souvent cachée) de la communication » (p. 27). Ensuite, la première partie de l'ouvrage s'ouvre sur « Les logiciels libres et formats ouverts pour l'accessibilité citoyenne » (pp. 33-46) où Benoît Sibaud, président de l'Association pour la promotion et la recherche en informatique libre (April), pose le problème de la transparence, de l'indépendance et du libre accès (p. 35). La triade citoyen, administrations et collectivités y est abordée à la lumière des logiciels libres (p. 46). Puis, dans la « Stratégie concurrentielle des collectivités territoriales et construction de la Société numérique » (pp. 47-60), Amel Attour-Oueslati, doctorante en économie à l'université de Nice Sophia-Antipolis, traite de la situation en Europe, principalement en France, en faisant le point sur la connectivité des collectivités territoriales qui fait apparaître différents types de marchés (pp. 51-54). « L'impératif de régulation et de transparence » est quant à lui abordé par Jose Do-Nascimento, juriste, politologue et ingénieur d'études au ametis/cei de l'université Paris-Sud 11, avec la thématique de la régulation – « L'internet entre acteurs publics et privés. Vers une régulation centrifuge ou centripète ? » (pp. 60-90) – vis-à-vis de laquelle il prône une gestion internationale du réseau (p. 65). Quant à Audrey Lonidan-Baudrier, docteur en économie de l'université Paris I-Panthéon Sorbonne, elle prolonge cette réflexion dans « De la régulation à l'interrégulation. La gouvernance des télécommunications à l'épreuve des principes démocratiques » (pp. 93-